Géopolitique et politique étrangère

Avril 2018

Note d'analyse 59

MBS et Netanyahou face à l'Iran

Ou quand le réalisme fait loi...

Vincent Eiffling
Chercheur associé au CECRI
Université catholique de Louvain

CECRI
UCL Université catholique de Louvain
Chaires Fonds Baillet Latour

Les Chaires Baillet Latour « Union européenne-Russie » et « Union européenne-Chine » ont été créées dans les années 2000 au sein de l'UCL grâce au Fonds Baillet Latour. Elles ont pour objectif de stimuler l'étude des relations entre l'Union Européenne, la Russie et la Chine.
Les Chaires constituent un pôle de recherche et d'enseignement dont l'objectif est de renforcer l'expertise sur l'action extérieure de l'UE, de promouvoir la connaissance de la Chine et de la Russie comme acteurs internationaux et d'étendre la recherche sur les grandes puissances, en particulier les BRICS.
Exerçant leurs activités au sein de la Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication et de l'Institut de sciences politiques Louvain-Europe, les Chaires collaborent régulièrement avec leurs homologues de la KULeuven.

Chaires
InBev-Baillet Latour

CECRI

Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Institut de Science politique Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.

L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques commmemoyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.

Vincent Eiffling

MBS et Netanyahou face à l'Iran : ou quand le réalisme fait loi...

Avril 2018

Direction : Tanguy de Wilde et Tanguy Struye de Swielande.

Conception et mise en page du présent numéro : Simon Desplanque.

Pour nous contacter :
Site Internet : http://www.cecrilouvain.be/
Email : tanguy.struye@uclouvain.be

© Chaire Baillet Latour, programme « Union européenne-Chine », 2018.

Vincent Eiffling est doctorant à l'Université catholique de Louvain (UCL) et chercheur-associé au Centre d'Etudes des Crises et des Conflits Internationaux (CECRI).

"I believe that each people, anywhere, has a right to live in their peaceful nation. I believe the Palestinians and the Israelis have the right to have their own land."[1]

Qui, il y a de cela quelques années, aurait pu imaginer de tels propos dans la bouche d'un haut responsable du royaume saoudien ? Personne. Et pourtant, ce sont bien ces mots qu'a prononcés Mohammad ben Salman, dit MBS, l'actuel prince héritier au trône, lors d'un entretien accordé à la revue *The Atlantic* en marge de son voyage officiel effectué du 19 mars à début avril aux Etats-Unis.

Après les purges au sein des hauts dignitaires et des forces armées du royaume, après les signes d'évolution – encore maigres certes – en direction d'une plus grande considération des droits élémentaires dus aux femmes – notamment en ce qui concerne le droit de conduire ou encore l'accès aux stades dans le cadre d'évènements sportifs – voilà que l'Arabie saoudite surprend encore, dans le registre de la politique internationale cette fois-ci. Réelle surprise ? Pas vraiment, à y regarder de plus près.

MBS, le nouvel homme fort

Qui donc se cache derrière ces évolutions ? Le roi Salman, sur le trône depuis 2015 et aujourd'hui âgé de 82 ans ? Non. La réponse est à aller chercher du côté de son fils, MBS, le jeune prince officiellement désigné héritier du royaume le 21 juin dernier. Agé de seulement 32 ans et totalement inconnu des Saoudiens et de la scène internationale il y a de cela encore quelques années, son ascension fulgurante démarre avec l'accession au trône de son père, en janvier 2015. Le jeune prince est alors nommé à la tête du très puissant ministère de la défense, un organe important du pouvoir autoritaire de la dynastie Al Saoud dans un Moyen-Orient au climat particulièrement tendu et crisogène. Quelques mois plus tard, en avril 2015, il est désigné second vice-Premier ministre. Depuis lors, son pouvoir et son emprise sur les affaires de l'Etat n'ont cessé de croître, à tel point que

1 GOLDBERG J., « Saudi Crown Prince: Iran's Supreme Leader 'Makes Hitler Look Good' », *The Atlantic*, April 2, 2018, *https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/04/mohammed-bin-salman-iran-israel/557036/*

pour beaucoup d'observateurs, c'est aujourd'hui lui qui détient *de facto* les rênes du royaume et non plus son père, dont la santé fragile et vacillante le cantonnerait essentiellement à un rôle de représentation.

Sur l'échiquier international, et plus précisément régional, MBS ne semble avoir qu'une obsession : l'Iran, qu'il perçoit comme une menace envers les intérêts sécuritaires de son futur royaume mais également comme une entrave aux ambitions de puissance régionale de l'Arabie saoudite. A cet égard, cette perception est mutuelle et l'antagonisme bien réciproque du côté de Téhéran. Les deux pays ont d'ailleurs rompu leurs relations diplomatiques en janvier 2016, consécutivement aux tensions suscitées par l'exécution du cheikh chiite Al-Nimr par Riyad[2]. La même année, les musulmans iraniens se sont vus privés d'accès aux célébrations du Hadj, faute de possibilité d'obtenir un visa[3].

La rivalité entre les deux Etats ne cesse de s'exprimer au travers des conflits et des tensions politiques qui déchirent le Moyen-Orient. Qu'il s'agisse de la Syrie, de l'Irak, du Yémen, du Liban, ou encore du Qatar, tous ces pays se retrouvent – certains plus malgré eux que d'autres – au centre du jeu de puissance et de rivalité auquel se livrent Riyad et Téhéran. Or, dans l'esprit des joueurs, la partie est à somme nulle et il ne peut y avoir qu'un seul vainqueur. Difficile, dès lors, d'imaginer conjoncture plus hostile à la paix et à la stabilité.

De son côté, MBS s'emploie avec force et vigueur à critiquer le régime iranien, le condamnant dès que possible, notamment en comparant, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises, Ali Khamenei à Adolf Hitler[4]. Cette analogie n'est pas fortuite dans la mesure où elle s'adresse aux Occidentaux et fait partie de la stratégie diplomatique déployée par le prince héritier afin de marquer les esprits au travers d'une comparaison à même d'être comprise par le plus grand nombre. Son message peut se lire comme suit : « vous avez eu l'Allemagne d'Hitler et les accords de Munich, pour nous, c'est l'équivalent de l'Iran d'Ali Khamenei et du JCPOA.»[5]

---

2 LE MONDE, AFP, « L'Arabie saoudite rompt ses relations diplomatiques avec l'Iran », *Le Monde*, 3 janvier 2016, *http://abonnes.lemonde.fr/international/article/2016/01/03/l-arabie-saoudite-rompt-ses-relations-diplomatiques-avec-l-iran_4841095_3210.html*

3 MAZENOD R., « Les musulmans iraniens privés de hadj cette année », *Euronews*, 13 mai 2016, *http://fr.euronews.com/2016/05/13/les-musulmans-iraniens-prives-de-hadj-cette-annee*

4 Cette comparaison a été notamment effectuée par le prince dans la cadre d'un entretien accordé au New York Times en novembre 2017 et réitérée en mars 2018 lors d'un entretien accordé à la chaîne télévisée américaine CBS à l'occasion d'une interview réalisée pour l'émission *60 Minutes*. Pour consulter ces deux interviews, voir : FRIEDMAN T. L., « Saudi Arabia's Arab Spring, at Last », *The New York Times*, 23 novembre 2017, *https://www.nytimes.com/2017/11/23/opinion/saudi-prince-mbs-arab-spring.html* ; O'DONNEL N., « Saudi Arabia's Heir to the Throne Talks to 60 Minutes », *CBS*, 19 mars 2018, *https://www.cbsnews.com/news/saudi-crown-prince-talks-to-60-minutes/*

5 Joint Comprehensive Plan of Action. Il s'agit de l'accord conclu entre l'Iran et le groupe 5+1 (Etats-Unis, Russie,

Il ne faut pas s'y tromper, MBS a beau critiquer le régime iranien, son principal soucis demeure l'Iran lui-même : un pays grand comme approximativement 4 fois l'Irak, fort d'une population de 80 millions d'habitants (plus du double de ce celle de l'Arabie saoudite) et possédant, selon le *BP Statistical Review* de 2017[6], les 4èmes plus importantes réserves mondiales prouvées en pétrole mais aussi les premières réserves mondiales prouvées en gaz naturel. Or ces deux pays, qui ambitionnent tous deux d'occuper la première place parmi les puissances de la région, ne sont séparés que par le bras de mer que constituent les eaux du Golfe persique, *arabique* selon Riyad, preuve s'il en est que tout ou presque est matière à conflit entre ces deux grands voisins. Ainsi, lors des dernières protestations populaires qui ont secoué l'Iran fin 2017 – début 2018, c'est à une véritable guerre de communication sur les réseaux sociaux que se sont livrés les deux ennemis, Riyad faisant tout son possible afin d'encourager les manifestants et propager de part le monde l'image d'un mouvement de grande ampleur à même d'ébranler voir de faire tomber le régime. A l'inverse, ce dernier et ses soutiens ont tout fait afin de minimiser l'ampleur des évènements alors en cours. Sur Twitter, le premier pays hors Iran a avoir comptabilisé le plus de *hashtag* en faveur du mouvement protestataire s'avère être sans surprise l'Arabie saoudite[7]. Pourtant, si Riyad souhaite ardemment la chute du régime iranien, ce n'est pas pour le remplacer par une démocratie, laquelle serait tout autant aux antipodes des intérêts saoudiens sur le plan idéologique ; la monarchie absolue des Al Saoud constituant un des régimes les plus autoritaires au monde. Qui plus est, un changement de régime ne signifierait pas un renoncement aux ambitions géopolitiques de l'Iran. Non. Si Riyad est favorable à la chute du régime, ce n'est pas, en dépit de quelques belles paroles prononcées d'ici de là, dans l'intérêt des Iraniens, mais bien parce que cette chute s'accompagnerait probablement d'une période d'instabilité interne voir même, en cas d'ingérences étrangères (et saoudiennes), de chaos susceptible de se pérenniser. Autrement dit, ce que recherche l'Arabie saoudite, ce n'est nullement la chute de la République islamique, mais bien l'effondrement de l'Iran dans sa globalité, ce qui lui ouvrirait une voie royale vers l'hégémonie régionale.

Chine, Royaume-Uni, France et Allemagne) le 14 juillet 2015 et supposé mettre un terme aux tensions inhérentes quant à la nature exacte du programme nucléaire iranien.

6 Le rapport complet *BP Statistical Review of World Energy June 2017* est consultable via l'URL suivante : *https://www.bp.com/content/dam/bp/en/corporate/pdf/energy-economics/statistical-review-2017/bp-statistical-review-of-world-energy-2017-full-report.pdf*

7 BBC UGC & SOCIAL NEWS TEAM, « Iran protests: Social media messaging battle rages », *BBC*, 7 janvier 2018, *http://www.bbc.com/news/world-middle-east-42566083*

MBS et Netanyahou : une démonstration de réalisme

Dans la poursuite de cet objectif, MBS s'est résolu à se rapprocher de l'autre grand ennemi du régime iranien : Israël. Déjà dès 2010, des allégations prétendant que l'Arabie saoudite aurait été prête à laisser l'aviation de Tsahal traverser son espace aérien afin de frapper les installations nucléaires iraniennes avaient circulé dans divers médias ; allégations plausibles mais fermement démenties alors par Riyad qui ne souhaitait pas voir exposée au grand jour sa convergence de vue avec l'Etat hébreu[8]. Depuis 2015, les lignes bougent et le rapprochement s'effectue de plus en plus ouvertement, sous l'impulsion de MBS.

Cela dit, l'installation d'une ambassade israélienne à Riyad n'est pas encore pour demain, en raison tout d'abord de la nécessité de préparer le terrain politique mais également les esprits de l'opinion publique saoudienne, condition nécessaire avant un établissement de relations diplomatiques officielles. Des contacts officieux existent déjà depuis de nombreuses années entre les deux Etats, notamment au sujet de l'Iran, mais cela n'a été ouvertement admis qu'en novembre dernier par le ministre israélien de l'énergie, Yuval Steinitz, lors d'une interview accordée à la radio de l'armée israélienne et à l'occasion de laquelle il a également précisé que le souhait de voir ces contacts tenus secrets émanait du côté saoudien[9]. Cela illustre le caractère sensible de la question de la normalisation des relations avec Israël pour la dynastie Al Saoud qui désire dès lors avancer étape par étape tout en continuant à renforcer la coopération bilatérale en coulisse.

Aussi, les mesures prises à ce jour apparaissent essentiellement symboliques mais leur importance ne doit pas être négligée puisqu'elles font partie de cette stratégie visant à préparer les esprits pour bien plus encore. C'est également un message fort qui est ainsi envoyé à l'ensemble du monde arabe, du monde musulman, du monde occidental, mais aussi et surtout à l'Iran, premier concerné par cette évolution.

Bien entendu, il y a les adaptations quant aux éléments de langage utilisés par les hauts dignitaires saoudiens, de moins en moins hostiles vis-à-vis d'Israël voir même, dans certains cas, franchement « amicaux » comme en témoignent les derniers propos de MBS. A l'inverse, le cas du tournoi d'échecs Roi Salman, qui s'est tenu à

8 LE MONDE, « Riyad pourrait autoriser Israël à survoler son territoire en cas de raid sur l'Iran », *Le Monde*, 16 juin 2010, *http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2010/06/14/riyad-pourrait-autoriser-israel-a-survoler-son-territoire-en-cas-de-raid-sur-l-iran_1372695_3218.html*

9 REUTERS, « Israel Has Secret Contacts With Saudi Arabia, Senior Minister Reveals », 20 novembre 2017, *https://www.haaretz.com/israel-news/israel-has-secret-contacts-with-saudi-arabia-senior-minister-reveals-1.5466779*

Riyad du 25 au 30 décembre 2017, illustre pour sa part le fait qu'il convient de ne pas aller trop vite en besogne et que cette stratégie n'est pas à l'abri d'un faux pas, aussi minime soit-il. Ce tournoi, qui réunit certains des plus grands joueurs et joueuses au monde, offrit une véritable vitrine à l'Arabie saoudite qui ne manqua pas de récupérer l'événement dans le cadre de sa diplomatie publique visant à vanter les évolutions positives du royaume soutenues par le prince héritier. Dans un pays où le poids du conservatisme religieux demeure important et où ce dernier s'avère généralement hostile aux jeux et entre autre aux échecs[10], la tenue d'un tel tournoi n'avait rien d'anodin. Qui plus est, un accord avait été trouvé avec la FIDE (Fédération internationale des échecs), afin que les participantes ne se voient pas imposées le port d'une tenue islamique mais simplement un code vestimentaire les appelant à porter une blouse blanche recouvrant leur torse jusqu'au niveau du cou[11]. Point question de voile donc, une ouverture appréciable – et calculée – au sein d'un pays si conservateur. Une grande interrogation dans les mois précédant la compétition avait trait à l'éventuelle participation d'une délégation israélienne. Si cette possibilité s'était concrétisée, cela aurait été la première fois que des citoyens israéliens se seraient rendus officiellement sur le sol saoudien[12]. A cet égard, la FIDE n'a pas manqué de déployer des efforts considérables afin de rendre possible cette participation, finalement sans succès[13]. Alors que trois joueurs israéliens ont décidé de leur plein gré de boycotter l'événement, six autres ont tout de même tenté d'obtenir un visa par l'intermédiaire de la FIDE ; visa qu'il leur a finalement été refusé en raison – officiellement – de l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays[14]. Cet échec illustre combien, en dépit des échanges officieux, une normalisation des relations au grand jour demeure toujours un sujet sensible dans le chef des dirigeants saoudiens[15].

10 HUBBARD B., « Saudi Arabia's Top CLeric Forbids Chess, but Players Maneuver », *The New York Times*, 21 janvier 2016, *https://www.nytimes.com/2016/01/22/world/middleeast/saudi-arabias-top-cleric-forbids-chess-but-players-maneuver.html*

11 LEVENSON E., « Chess tournament in Saudi Arabia under fire from Israeli, female players », *CNN*, 27 décembre 2017, *https://edition.cnn.com/2017/12/27/world/saudi-arabia-chess-israel-trnd/index.html*

12 HAARETZ, REUTERS, « "Huge Effort" Underway to Include Israelis in Saudi-hosted Chess Tournament », *Haaretz*, 27 novembre 2017, *https://www.haaretz.com/israel-news/huge-effort-being-made-to-include-israelis-in-saudi-hosted-chess-tournament-1.5627050*

13 Idem.

14 HARWOOD A., « Israeli Chess Players Clash Over Whether to Compete in Saudi Tournament », *Haaretz*, 28 novembre 2017, *https://www.haaretz.com/israel-news/israeli-chess-players-clash-over-whether-to-play-in-saudi-tourney-1.5627144* ; HAARETZ, REUTERS, « Without Israeli Players, Saudi Arabia Hosts World Chess Tournament », *Haaretz*, 26 décembre 2017, *https://www.haaretz.com/middle-east-news/without-israeli-players-saudi-arabia-hosts-world-chess-tournament-1.5629688*

15 SHRENTZEL I., « The Saudis Chekmated Israel. What's Next? », *Haaretz*, 28 décembre 2017, *https://www.haaretz.com/middle-east-news/the-saudis-checkmated-israel-what-s-next-1.5629684*

Sur la question israélo-palestinienne en revanche, la tolérance de Riyad à l'égard de la politique agressive de Benjamin Netanyahu s'expose au grand jour. Lorsque Donald Trump a annoncé, le 6 décembre dernier, sa décision de transférer l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem, reconnaissant ainsi – prématurément – la ville trois fois sainte comme capitale de l'Etat hébreu et mettant dans le même temps à mal le scénario d'une solution à deux Etats, la réaction saoudienne a été pour le moins retenue. Bien entendu, il y a eu des condamnations verbales – il n'aurait pu en être autrement – qualifiant cette décision « d'irresponsable » et « d'injustifiée »[16]. Mais cela s'est arrêté là. Le moment d'émotion passé, rien ne fut entrepris sur le long terme pour tenter de contrer ou à tout le moins marquer une désapprobation profonde à l'égard de cette décision. Tout cela n'a donc nullement remis en cause les relations trilatérales entre les Etats-Unis, l'Arabie saoudite, et Israël qui sont actuellement subordonnées à un enjeu géopolitique hiérarchiquement supérieur à la question palestinienne et pour lequel ils partagent une perception commune au travers de laquelle leurs intérêts individuels se rejoignent : l'Iran. Lors d'un voyage en Arabie saoudite en novembre dernier, Mahmoud Abbas, le président de l'autorité palestinienne, s'est ainsi entretenu avec le prince héritier saoudien afin de discuter de la stratégie américaine pour la paix au Proche-Orient. Selon des informations publiées initialement par le *New York Times*, MBS aurait alors *de facto* accepté de « lâcher » Jérusalem aux Israéliens en proposant aux palestiniens de prendre la petite ville d'Abu Dis, située à la bordure Est de la ville sainte, comme capitale d'un éventuel futur Etat palestinien[17]. Cette proposition, antérieure à l'annonce de Donald Trump concernant le déménagement de l'ambassade américaine, illustre à quel point le nouvel homme fort d'Arabie saoudite considère sous un œil nouveau – certains diront novices – les dynamiques géopolitiques à l'œuvre au Moyen-Orient et combien il est prêt à se montrer compatissant à l'égard de l'Etat hébreu. Pour MBS, l'animosité reposant sur des critères historiques, culturels, ou encore religieux ne semblent plus suffisante que pour faire d'Israël un ennemi naturel de l'Arabie saoudite. A l'inverse, l'Iran est perçu comme un rival géopolitique naturel en raison de sa contiguïté géographique couplé à son important potentiel de puissance. Or, Israël et Riyad s'accordent sur le fait de contenir ce potentiel le plus possible inexploité, de manière à ce que cette puissance potentielle ne se transforme guère

16 MEDAWAR S., « L'entente Washington Riyad est-elle compromise ? », *L'Orient-Le Jour*, 8 décembre 2018, *https://www.lorientlejour.com/article/1088394/lentente-washington-riyad-est-elle-compromise-.html*

17 BARNARD A., HALBFINGER D. M., BAKER P., « Talk of a Peace Plan That Snubs Palestinians Roils Middle East », *The New York Times*, 3 décembre 2017, *https://www.nytimes.com/2017/12/03/world/middleeast/palestinian-saudi-peace-plan.html*

totalement en puissance réelle.

Le dernier événement symbolisant la construction d'une voie vers la normalisation des relations entre Israël et l'Arabie saoudite s'est déroulé le 22 mars 2018. Pour la première fois, un avion de ligne à destination d'Israël a été autorisé à survoler l'espace aérien saoudien dans le cadre d'un vol commercial d'Air India reliant New Delhi à Tel-Aviv[18]. Désormais, le ciel saoudien pourrait bien s'ouvrir plus largement aux liaisons aériennes à destination de l'Etat hébreu.

Le JCPOA : un objectif prioritaire et partagé

La volonté partagée de contrer les ambitions régionales de l'Iran s'exprime notamment au travers d'un farouche rejet commun du JCPOA. Les deux Etats ont ainsi simultanément condamné la conclusion de cet accord et ont, *a contrario*, applaudi la décision prise le 13 octobre 2017 par Donald Trump de ne pas le certifier. Lorsqu'en janvier 2018, le président américain a annoncé qu'il donnait jusqu'en mai aux Européens pour « réparer » le JCPOA, les deux seuls Etats à soutenir cette démarche se sont avérés être Israël et l'Arabie saoudite.

En réalité, le problème ne réside pas dans le fait que l'accord soit potentiellement mauvais ou imparfait mais bien dans le fait qu'il existe tout simplement. Tout accord sur la question nucléaire iranienne ne peut être accepté par Téhéran que s'il implique une levée des sanctions internationales. Hors, le maintien des sanctions constitue un outil à même de contribuer au confinement de la puissance iranienne, ce qui demeure l'objectif premier tant du côté israélien que du côté saoudien. De même, ces sanctions sont perçues par les opposants au régime de Téhéran comme un moyen d'éroder la résilience de la population iranienne, première victime économique de cette politique, et ainsi accroitre le mécontentement populaire dirigé contre les instances dirigeantes du pays.

Le spectre d'un Iran doté de l'arme nucléaire qui se lancerait dans une politique étrangère d'aucuns qualifieraient de suicidaire relève du fantasme brandi par certains tel un épouvantail semant la peur et justifiant une posture jusqu'au-boutiste et coercitive axée sur le démantèlement complet du programme nucléaire de Téhéran ;

18 LYENGAR R., « Air India completes historic first flight to Israel over Saudi skies », *CNN*, 23 mars 2018, *http://money.cnn.com/2018/03/23/news/india/air-india-first-flight-delhi-tel-aviv-saudi-arabia/index.html*

posture qui exclue *de facto* par la même occasion toute possibilité d'accord équilibré et négocié. Or, si l'Iran devait un jour prendre la décision de se doter de l'arme atomique, ce serait avant tout pour sanctuariser son territoire et pérenniser son régime. Ce dernier, en dépit d'un vernis idéologique des plus criant, se révèle en réalité extrêmement pragmatique pour quiconque a quelque peu étudié en profondeur les méandres de son processus décisionnel. La République islamique d'Iran agit en termes de maximisation de sa puissance et de sa sécurité. Elle recherche la reconnaissance d'un statut de puissance régionale et c'est en ce sens que ces intérêts viennent heurter ceux d'Israël et de l'Arabie saoudite. Ces deux acteurs savent pertinemment bien que la République islamique, si elle devait se doter de l'arme nucléaire, ne les attaquerait pas du jour au lendemain. Cela dit, les questions sécuritaires relatives à la prolifération et aux biais de perception entre acteurs dotés de capacités nucléaires militaires seraient bien réelles. Mais au-delà de cela, ce qui préoccupe au premier plan Riyad et Tel-Aviv, c'est la question relative à leur liberté de manœuvre. Un Iran nucléaire se saurait sanctuarisé et ne craindrait dès lors plus de mener une politique étrangère plus interventionniste dans son environnement régional. Or, l'accroissement de cette liberté de manœuvre se ferait au détriment de celle d'Israël et de l'Arabie saoudite. En réalité, cet enjeu de la liberté de manœuvre se retrouve également au cœur du JCPOA dans la mesure où son application s'avère à même de libérer partiellement le potentiel de puissance iranien.

La levée des sanctions consécutive au JCPOA et initiée en janvier 2016 a en effet permise de dégeler des avoirs iraniens importants jusque là bloqués dans des banques étrangères, tant aux Etats-Unis, en Europe, que dans des pays asiatiques tels que la Chine, le Japon ou encore la Corée du Sud. Les partisans et opposants de l'accord se déchirent quant aux montants exacts de ces avoirs ainsi que sur la manière dont ces derniers sont utilisés par Téhéran. Pour ce qui est des montants concernés, ceux-ci varient au sein d'une fourchette assez large selon les estimations des différents experts et les déclarations des divers responsables politiques des pays concernés. Les sommes évoquées varient généralement ainsi le plus souvent entre 50 et 150 milliards de dollars[19]. Cela dit, il

19 ROTHKOPF D., « Iran's $300 Billion Shakedown », *Foreign Policy*, 16 avril 2015, *http://foreignpolicy.com/2015/04/16/irans-300-billion-shakedown-sanctions-nuclear-deal/* ; GLADSTONE R., « Value of Iran Sanctions Relief Is Hard to Measure », *The New York Times*, 5 août 2015, *https://www.nytimes.com/2015/08/06/world/middleeast/conflicting-claims-cloud-irans-financial-gain-in-nuclear-deal.html* ; CLAWSON D., « Iran's Frozen Assets: Exaggeration on Both Sides of the Debate », *The Washington Institute for Near East Policy*, Policy Watch 2480, 1er septembre 2015, *http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/irans-frozen-assets-exaggeration-on-both-sides-of-the-debate* ; PIANIN E., « Kerry: Iran's Frozen Assets Are Far Less Than $150 Billion », *The Fiscal Times*, 19 janvier 2016, *http://www.thefiscaltimes.com/2016/01/19/Kerry-Iran-s-Frozen-Assets-Are-Far-Less-150-Billion* ; MURPHY B., « Iran claims $100 billion now freed in major step as sanctions roll back », *The Washington Post*, 1er février 2016, *https://www.washingtonpost.com/world/iran-claims-100-billion-now-freed-in-major-step-as-sanctions-roll-back/2016/02/01/edfc23ca-c8e5-11e5-*

convient tout de même de préciser que ces avoirs iraniens ne sont pas forcément la propriété directe du régime de Téhéran. Certaines sommes appartiennent à de riches particuliers ou à des entreprises, proches du régime certes, et ayant été concernés par les sanctions internationales en raison de leurs activités. De même, d'importants montants appartiennent en réalité à la banque centrale d'Iran. Or, même à nouveau accessible, une part considérable de cet argent est bien loin de pouvoir constituer une source de revenus pour le régime iranien[20]. Enfin, des sommes importantes ont été déposées dans des banques étrangères dans le cadre d'accords commerciaux et/ou d'investissements antérieurs au gel de ces avoirs. Autrement dit, cet argent est déjà alloué à certaines dépenses préétablies. La somme totale récupérée par Téhéran dans le cadre du JCPOA demeure pour le moins floue mais elle est probablement inférieure aux estimations les plus hautes défendues par les républicains opposés à l'accord et dont les discours sont soutenus par Israël et l'Arabie saoudite.

Nonobstant cette incertitude quant aux montants récupérés par Téhéran, une autre question demeure celle de leur utilisation. John Kerry a beau avoir assuré que les Etats-Unis seraient à même de surveiller la manière dont cet argent serait dépensé[21], il n'est pas à exclure que la République islamique parvienne à utiliser une partie des sommes concernées dans le cadre de ses actions menées au Yémen, au Liban, en Syrie, ou encore en Irak. Cette éventualité constitue un autre argument à charge du JCPOA qui est régulièrement brandi par Riyad et Tel-Aviv. En dépit du fait que le régime iranien aurait besoin de ces milliards pour relancer son économie dont les infrastructures sont moribondes, le scénario d'une autre utilisation – même partielle – de ces fonds demeure plausible. De même, la levée des sanctions financières a octroyé à l'Iran la possibilité de diversifier les moyens de financement de ces partenaires extérieurs, ce qui pourrait rendre le suivi des flux financiers autrement plus complexe. Cela dit, même au plus fort des sanctions, il convient de remarquer que Téhéran ne semble pas avoir connu de soucis majeurs entravant son financement des groupes paramilitaires actifs à l'extérieur de ses frontières.

Outre le dégel des avoirs financiers, la relance de l'économie iranienne rendue éventuellement possible par le JCPOA inquiète également Israël et l'Arabie saoudite. Un Iran à l'économie forte verrait ses revenus croître

a7b2-5a2f824b02c9_story.html?utm_term=.bb3212daa61f ; LAUB Z., « The Impact of the Iran Nuclear Agreement », *Council on Foreign Relations*, 13 octobre 2017, *https://www.cfr.org/backgrounder/impact-iran-nuclear-agreement*

20 A ce sujet, voir : CLAWSON D., *Op. Cit.*

21 PIANIN E., *Op. Cit.*

considérablement, ce qui lui permettrait d'investir davantage dans ses capacités militaires et de financer davantage ses soutiens à l'étranger. De même, cela pourrait éloigner la possibilité d'un soulèvement populaire consécutif à la précarité socio-économique. La puissance potentielle se transformerait donc ici en puissance réelle, ce que souhaitent éviter à tout prix Riyad et Tel-Aviv. Or, la relance économique attendue au lendemain du JCPOA se fait attendre et beaucoup d'Iraniens voient en la situation actuelle le reflet d'une désillusion consécutive à des espérances irréalistes. Il y a de cela. Mais il faut également considérer le fait que la structure de l'économie iranienne doit être revue de fond en comble, que cela nécessite du temps, et que certaines forces à l'intérieur même du régime s'y opposent en raison des avantages qu'elles tirent à maintenir le *statu quo* actuel. Enfin, il faut aussi et surtout tenir compte du fait que si l'économie iranienne n'a pas décollé comme certains l'espéraient après la signature de l'accord, c'est essentiellement en raison de l'incertitude qui plane sur l'avenir du pays. A cet égard, Riyad et Tel-Aviv se félicitent de la politique iranienne de l'administration Trump dans la mesure où l'actuel locataire de la Maison-Blanche constitue à lui seul un facteur d'incertitude. Or l'incertitude est ce que redoutent le plus les investisseurs. Hassan Rouhani avait promis 50 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) suite à la signature du JCPOA[22]. Selon les Nations-Unies, le montant des IDE en Iran ne se chiffrait en 2016 qu'à 3,37 milliards de dollars[23]. La raison en incombe en grande partie à l'incertitude du « facteur Trump ». Conservera-t-il le JCPOA ou le jettera-t-il aux oubliettes ? Ce dernier scénario ne manquerait pas de mettre en place un climat encore plus hostile aux affaires que celui prévalant actuellement. Par ailleurs, certaines banques et entreprises refusent de faire des affaires avec l'Iran parce qu'elles craignent également que l'administration américaine ne mettent en place des sanctions unilatérales à portée extraterritoriale qui les pénaliseraient dans la mesure où elles auraient également des intérêts aux Etats-Unis.

La levée des sanctions concerne également le secteur énergétique – pétrolier et gazier – qui représente à lui seul plus de 50% des recettes du régime. Avant la conclusion du JCPOA, la production iranienne en pétrole s'élevait à un peu moins de 2,8 millions de barils par jour[24]. Suite à l'accord, elle s'est hissée au-dessus de la barre des

22 BOZORGMEHR N., « Iran hopes $50bn in investment as sanctions lifted », *Financial Times*, 17 janvier 2016, *https://www.ft.com/content/569c625c-bd04-11e5-9fdb-87b8d15baec2*

23 UN World Investment Report 2017, « *Country Fact Sheet: Islamic Republic of Iran* », *http://unctad.org/sections/dite_dir/docs/wir2017/wir17_fs_ir_en.pdf*

24 CHEONG S., CHO S., « Iran Vows to Keep Up Oil Exports Despite Trump Threat », *Bloomberg*, 25 septembre 2017, *https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-09-25/iran-vows-oil-exports-as-cargoes-seen-unscathed-by-trump-threat*

3,8 millions de barils par jour[25]. Cette évolution inquiète l'Arabie saoudite qui cherche dès lors à minimiser les rentrées financières de Téhéran en poussant l'OPEP à maintenir le prix du baril à un niveau relativement bas.

Conclusion

Si Israël et l'Arabie saoudite s'accordent sur le fait qu'un Iran doté de l'arme nucléaire bouleverserait l'équilibre des forces au Moyen-Orient et octroierait à Téhéran une plus grande marge de manœuvre dans la région, leur appréciation demeure identique dans le cas d'un accord conclu entre l'Iran et les grandes puissances, à l'image du JCPOA actuellement en vigueur. Si l'accord actuel gèle temporairement certains aspects du programme nucléaire iranien, repoussant théoriquement à un an le délai nécessaire à Téhéran pour fabriquer une arme atomique fonctionnelle, la levée des sanctions qui l'accompagne ne satisfait guère les intérêts de Riyad et de Tel-Aviv. Certes, le JCPOA éloigne temporairement le spectre d'une course à l'armement nucléaire dans la région, ce qui rencontre les intérêts des grandes puissances. De ce fait, les conséquences sécuritaires d'un Iran nucléaire sont pour l'heure écartées. Mais il contribue également à élargir la liberté de manœuvre de la République islamique qui a vu le poids de la pression politique et économique sur ses épaules diminuer, ce qui contrevient aux intérêts saoudiens et israéliens. L'un comme l'autre cherchent à contenir autant que faire se peut la puissance iranienne et ce alors que l'objectif premier de la République islamique est justement de se hisser au statut de puissance régionale de premier plan.

L'attitude à venir de Donald Trump à l'égard du JCPOA sera déterminante pour l'évolution du Moyen-Orient. En cas de démantèlement de l'accord, l'Iran pourrait être tenté de franchir le pas vers l'arme atomique. Dans ce cas, MBS a déjà prévenu que l'Arabie saoudite n'hésiterait pas à en faire de même afin de rétablir l'équilibre[26]. Dans ce scénario du pire cas de figure, l'on est en droit de s'interroger sur la posture qu'adopterait Israël. Si l'Etat hébreu n'a jamais reconnu détenir officiellement l'arme nucléaire, sa doctrine non-avouée repose sur le fait qu'il doive demeurer le seul Etat de la région doté d'un pareil armement. Les bombardements du réacteur

25 MOTEVALLI G., SHAHLA A., « Iran Can Boost Output Fast If OPEC Ends Cuts, Oil Minister Says », *Bloomberg*, 4 février 2018, *https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-02-04/iran-can-boost-output-fast-if-opec-ends-cuts-oil-minister-says*

26 BBC, « Saudi Arabia pledges to create a nuclear bomb if Iran does », 15 mars 2018, *http://www.bbc.com/news/world-middle-east-43419673*

irakien d'Osirak en 1981 et des installations nucléaires syriennes en 2007 en sont de parfaites illustrations. Quelle serait dès lors l'attitude de Tel-Aviv face à une menace élargie, au delà de l'Iran, d'une prolifération nucléaire régionale ?

En cas d'abandon du JCPOA par les Etats-Unis, l'Europe pourrait avoir une carte à jouer en offrant à l'Iran des garanties substantielles et en refusant de réinstaurer des sanctions en lien avec le programme nucléaire de Téhéran. Cette possibilité fait cependant face à plusieurs obstacles. Premièrement, rien ne dit que l'Iran accepterait de continuer à limiter son programme nucléaire si les Etats-Unis réinstauraient des sanctions. Au regard de l'histoire de la politique iranienne depuis l'avènement de la République islamique, le contraire apparaît plus plausible. Deuxièmement, rien ne dit que les Européens seront en mesure de proposer à l'Iran des contreparties suffisantes que pour compenser le retrait américain de l'accord. La crainte des sanctions extraterritoriales américaines, déjà évoquée, pourrait bien *de facto* réduire à peau de chagrin la marge de manœuvre des Européens.

Tel-Aviv et Riyad font donc ici front commun face à un rival considéré comme la principale menace dirigée contre leurs intérêts et leurs ambitions géopolitiques. Au regard de la logique qui prévaut chez les acteurs concernés, le problème peut paraître insoluble ou, à tout le moins, dénué d'une solution optimale à même de maximiser simultanément les intérêts israéliens, saoudiens et iraniens. Or, l'Iran sera toujours là et quand bien même le régime s'effondrerait, ce scénario pourrait déboucher soit sur une situation de chaos qui ne manquerait pas de générer à son tour des problèmes tant sécuritaires qu'humanitaires, soit sur l'émergence d'un autre système politique stable, lequel ne renoncerait pas pour autant aux ambitions géopolitiques que la société iranienne et ses élites considèrent comme naturelles au regard de l'histoire du pays, de sa géographie, et de son potentiel de puissance[27].

Aussi, tant que l'Iran ne se verra pas reconnaître son statut de puissance par ses voisins et tant que Téhéran ne mettra pas quelque peu un frein à son interventionnisme dans la région, Israël et l'Arabie saoudite continueront à demeurer des partenaires objectifs sur l'échiquier géopolitique moyen-oriental où prévaut pour l'heure une logique de jeu à somme nulle qu'entretiennent les différents acteurs.

27 MARSCHALL C., *Iran's Persian Gulf Policy. From Khomeini to Khatami*, London/NewYork, Routledge, 2003, pp. 3-5 ; p. 149.

Liste des notes d'analyse précédentes

(cliquez pour y accéder)

ORYNX K., *La liberté de navigation : étude comparative des conceptions américaine et chinoise*, Note d'analyse n°58, mars 2018.

NASLIN F., *Défense de réalité par deux aigles*, Note d'analyse n°57, novembre 2017.

de WILDE T., de MONTPELLIER S.-P., *Herman Van Rompuy sur la scène politique mondiale (2009-2014) : Le premier président permanent du Conseil européen à l'épreuve des crises internationales*, Note d'analyse n°56, octobre 2017.

WALSCHOT M., *"Eau, conflit et coopération: l'enjeu des eaux transfrontalières au Moyen-Orient"*, Note d'analyse n°55, octobre 2017.

FOLLEBOUCKT X., *Kremlinologie 2.0 : la politique étrangère russe à l'épreuve du poutinisme*, Note d'analyse n°54, mars 2017.

DIDAT M., *Donald Trump et les élections présidentielles de 2016 aux États-Unis*, Note d'analyse n°53, février 2017.

EIFFLING V., *L'Iran face à la disparition d'Hachemi Rafsandjani : bilan et perspectives d'avenir pour la République islamique*, Note d'analyse n°52, janvier 2017.

WALSCHOT M., de WILDE T., LIEGEOIS M., *Les normes européennes d'étiquetage appliquées aux produits en provenance des établissements israéliens dans les territoires occupés*, Note d'analyse n°51, janvier 2017.

DESPLANQUE S., *22 novembre 1963 : aux origines des théories du complot*, Note d'analyse n°50, décembre 2016.

DIDAT M., DRESS K., *La relation australo-indonésienne: Une union forcée mais nécessaire, entre tensions et résilience*, Note d'analyse n°49, août 2016.

Nos autres publications ICI